

prix. Ayez des vaches, nourrissez-les bien, portez leur lait aux fromageries et la gêne n'entrera pas chez vous.—JEAN LACHARRUE.—*Journal Populaire.*

— La grande exposition provinciale se tiendra cette année à Québec, au mois de septembre. Nous lui prédisons un grand succès, car d'ordinaire, Québec sait très bien faire les choses.

CAUSERIE AGRICOLE

EN AVANT L'AGRICULTURE

On lit dans l'*Événement* :

Depuis quelque temps nous assistons à un spectacle réjouissant. Les Canadiens émigrés reviennent en grand nombre reprendre la place qu'ils n'auraient jamais dû quitter. Nous voyons que dans les campagnes une foule de maisons qui étaient vacantes sont maintenant occupées.

Il ne faut pas être trop sévère envers ces compatriotes qui avaient cru devoir nous laisser. Nous n'avions peut-être pas fait ce qui était nécessaire pour les retenir ici. Souvent nous avons proclamé que l'agriculture est la base de la prospérité d'une nation. Nous nous contentions de cette déclaration sans nous efforcer de rendre l'agriculture prospère; aucun effort n'était fait, non plus, pour répandre parmi les cultivateurs les connaissances agricoles, ou pour leur faire connaître les besoins du marché. L'esprit d'association était peu développé; les journaux d'agriculture avaient une circulation très limitée; et nos écoles peu fréquentées. Le cultivateur travaillait péniblement, et trop souvent son travail était improductif, ou mal dirigé, parce qu'il n'avait pas cultivé son intelligence en même temps que ses champs. On n'avait pas donné aux cultivateurs la facilité d'acquérir les connaissances dont ils avaient besoin, et la classe agricole ainsi que la province souffraient de cette lacune.

Chose surprenante, on dépensait plus pour la colonisation que pour l'agriculture; tandis que l'on cherchait à coloniser, on voyait les vieilles paroisses se dépeupler, et, en dépit des dépenses élevées, la colonisation ne faisait aucun progrès, parce que chercher à coloniser lorsque l'agriculture dépérit, c'est chercher à remplir un tonneau percé aux deux extrémités.

L'hon. M. Beaubien a parfaitement compris le vice de notre système, qui empêchait de faire de la colonisation avec succès, et, en même temps de donner à notre province le bien-être, l'aisance et la richesse qu'elle mérite d'avoir. Il faut surtout et avant tout rendre notre agriculture florissante. Depuis deux ans, le département de l'agriculture cherche à obtenir ce but désirable, en donnant de l'essor à l'esprit d'association, en créant des cercles agricoles, en agrandissant le *Journal d'agriculture*, en faisant

une des publications les plus instructives et en lui donnant une grande circulation. Le gouvernement a aussi provoqué l'augmentation du nombre des syndicats des fabriques de beurre et de fromage, il a créé une école de laiterie à St-Hyacinthe, encouragé la production du beurre en hiver, en un mot, il n'a rien négligé pour développer notre agriculture; nous sommes heureux de le constater.

Sous l'influence bienfaisante de cette politique éclairée, notre production agricole s'est accrue et le sort des cultivateurs s'est amélioré; aussi les félicitations les plus sincères sont adressées à ce département, non seulement par des agriculteurs, mais aussi par des banquiers, des négociants et des industriels; non seulement par des amis du gouvernement, mais aussi par des adversaires politiques.

Tandis qu'une crise financière aiguë faisait fermer chez nos voisins les portes de centaines de banques, nos institutions financières, grâce à la prospérité de notre classe agricole grâce aux dépôts des deniers qui leur sont confiés par les cultivateurs, continuent à prospérer et à aider efficacement notre commerce et nos industries.

Il est vrai que le travail manque aux États-Unis, mais nos compatriotes reviendraient-ils au pays s'ils devaient trouver ici le même état de choses que dans leur république voisine? Ils reviennent parce que l'agriculture est plus prospère que dans le passé et que le mouvement agricole dont nous sommes témoins fait naître les plus grandes espérances pour l'avenir. Maintenant ils trouvent ici des institutions agricoles où ils peuvent se renseigner sur les meilleures méthodes de culture. Ils y trouvent le cercle agricole où ils rencontrent des conférenciers et des praticiens qui les conduiront dans la bonne voie. Comme membre de ces associations ils reçoivent un journal des plus instructifs; s'ils se rendent dans une place non encore pourvue d'établissement laitier, le gouvernement vient à leur secours en assurant à cette localité l'existence d'une beurrerie ou d'une fromagerie. En s'adressant à l'école de laiterie on trouve des fabricants de beurre et de fromage qui savent produire des articles d'une qualité supérieure, pouvant commander sur le marché des prix rémunérateurs, de sorte que nous pouvons dire que sous aucun rapport, les intérêts du cultivateur n'ont été négligés, et que les nouvelles institutions agricoles dont le gouvernement a doté la province, exercent la plus bienfaisante influence sur les progrès de l'agriculture et contribuent à accroître la quantité et à améliorer la qualité de nos produits agricoles.

Il était grandement temps de sortir de notre léthargie, d'adopter une politique plus fructueuse que celle qui a été suivie dans le passé, pour développer nos ressources agricoles. Négliger l'agriculture c'est encore nuire à nos intérêts les plus importants; et dans la province-sœur, la progression de la population a suivie la marche ascendante de celle de l'agriculture. Ainsi, lors de l'établissement de la Confédération, la province d'Ontario n'avait que 86 dé-